



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille treize le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 10 septembre 2013, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, M. GRELLIER, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, M. GEDON, M. LIMINIANA, Mme BERGEON, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

Mme BERTET à M. GEDON, Mme DUBOURG à Mme BAUDERE, Mme CASTET à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

### **Etaient absents:**

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 24

Pour : 21

Contre : 3

Abstention : 0

## 2 – CESSION D'UN LOGEMENT À SAINTE- LUCE

### **Le Conseil Municipal délibère à la majorité**

Par délibération du 11 décembre 2012, le conseil municipal a autorisé M. le Maire à vendre un logement de fonction de type T4 sur la parcelle AK 366 à Sainte Luce, nouvelle référence cadastrale, AK371 et AK374 à Mme THIBAUT Marilyn, à Saint Médard en Jalles.

Par courrier du 23 avril 2013, Me SAINT BEAT nous informe de la rétractation de l'acquéreuse. Il convient donc d'abroger la précédente délibération.

Une nouvelle demande d'achat nous a été proposée par M. et Mme JANZEGERS Frédéric demeurant au 52 rue Gaston de DEFFERRE à Cenon.

Par délibération du 11 décembre 2012, la ville de Blaye a procédé à la désaffectation du logement en vue de sa vente.

L'avis de la Direction Générale des Finances Publiques a été sollicité le 23 octobre 2012, conformément à la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'abroger la délibération n°4 du 11 décembre 2012 ;
- D'autoriser la vente de ce bâtiment pour un prix total de 70 000€ (frais d'acte à la charge de l'acquéreur),
- D'autoriser M. le Maire ou M. le 1<sup>er</sup> Adjoint, à signer l'acte de vente à intervenir ainsi que tous les documents y afférents y compris le document d'arpentage.

La recette correspondante sera imputée à l'article 775 du budget communal.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 10 septembre 2013 et a émis un avis favorable .

**Fait et adopte à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 20/09/13  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20130917-3945-AU-1-1

Pour le Maire empêché  
Monsieur FRANCIS RIMARK

